

**Assemblée générale**

Soixante-treizième session

Documents officiels

Distr. générale
14 novembre 2018
Français
Original : anglais

Deuxième Commission**Compte rendu analytique de la 8^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 11 octobre 2018, à 10 heures

Président : M. Remaoun (Vice-Président) (Algérie)
puis : M. Skinner-Klée Arenal (Guatemala)

Sommaire

Point 21 de l'ordre du jour : Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains et la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) (*suite*)

Point 18 de l'ordre du jour : Questions de politique macroéconomique

- a) Commerce international et développement
- b) Système financier international et développement
- c) Soutenabilité de la dette extérieure et développement
- d) Promotion de la coopération internationale dans les domaines de la lutte contre les flux financiers illicites et du renforcement des bonnes pratiques en matière de recouvrement des avoirs pour favoriser le développement durable

Point 19 de l'ordre du jour : Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



En l'absence de M. Skinner-Klée Arenales (Guatemala), M. Remaoun (Algérie), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 21 de l'ordre du jour : Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains et la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) (suite) (A/73/83-E/2018/62, A/73/307 et A/73/455)

1. **M^{me} Youssef** (Iraq) déclare que son gouvernement considère qu'il est essentiel de veiller à l'application de l'ensemble des résolutions, en particulier de la résolution [72/226](#) de l'Assemblée générale sur le renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), afin que les États Membres puissent faire appel à cet organe de la manière la plus efficace qui soit pour reconstruire les pays détruits par un conflit armé ou des catastrophes naturelles. Il existe un fonds d'affectation spéciale, géré conformément aux Règlement financier et règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, et destiné à aider rapidement les pays qui ont des besoins urgents.

2. Si le logement convenable est un droit pour tous et toutes, il reste inaccessible pour beaucoup. Depuis la création, en 1979, d'une commission nationale du logement et des établissements humains, l'Iraq fait face à un accroissement démographique rapide, à l'exode rural, à l'occupation partielle du territoire par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et au déplacement de 2,5 millions de citoyens à l'intérieur du pays. La priorité du Gouvernement iraquien est de rétablir le plus rapidement possible la stabilité dans les régions dévastées. Les opérations militaires ont entraîné une grave pénurie de logements, mais 60 % des personnes déplacées ont pu être relogées et des logements ont été reconstruits. La guerre a réduit à néant les ressources financières de l'Iraq, et le prix du pétrole, principale source de recettes du pays, a baissé. La politique nationale du logement de 2010 a été revue afin de remédier aux obstacles qui en entravaient la mise en œuvre.

3. Le conflit en Iraq a davantage été une lutte existentielle contre le terrorisme universel qu'une guerre civile. Les terroristes de l'EIIL, originaires du monde entier, ont été vaincus en Iraq, qui a consenti des sacrifices immenses en termes de vies perdues, d'infrastructures endommagées et de développement

retardé. L'oratrice demande à tous les États de tenir compte de ce qui s'est passé et d'apporter leur appui dans le cadre de partenariats. Elle demande également à l'ensemble des organismes et des partenaires de respecter les engagements pris en matière de reconstruction de logements, d'investissement et d'assistance technique.

4. **M^{me} Sarrestani** (République islamique d'Iran) dit que la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes de 2016 exige l'élaboration, à différents niveaux, de politiques qui intègrent une gestion participative du développement spatial urbain et des moyens efficaces de mise en œuvre et soient complétées par la coopération internationale et par des mesures de renforcement des capacités, notamment le partage des bonnes pratiques, des politiques et des programmes exemplaires entre les gouvernements. ONU-Habitat, qui est actuellement en phase de transition, doit inscrire son action dans le contexte du développement durable, l'élimination de la pauvreté demeurant le principe fondamental de son action, qui doit se faire dans le respect des autorités nationales et du principe d'appropriation. La consolidation d'ONU-Habitat devrait permettre d'améliorer la participation des gouvernements à la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes, grâce à une assistance technique destinée à consolider les capacités des pays en développement à élaborer et à déployer des programmes d'urbanisation et d'établissement humain durables.

5. ONU-Habitat ne pourra s'acquitter de son mandat et répondre aux attentes des États Membres à son égard que lorsque sa situation financière aura été assainie. Comme l'indique le Secrétaire général dans son rapport ([A/73/307](#)), il est particulièrement important qu'ONU-Habitat trouve un équilibre raisonnable entre le financement des activités de base et les contributions préaffectées pour garantir la réalisation de ses activités normatives et opérationnelles.

6. En raison de la concentration de la population iranienne dans les villes, de l'accroissement démographique rapide et de l'accélération de l'urbanisation, l'Iran attache une grande importance à la planification d'un développement urbain durable. Le droit à un logement suffisant a été inscrit dans la Constitution. Le Ministère des routes et de l'urbanisme a préparé un plan global de construction de logements portant à la fois sur le financement, les terres urbaines, les matériaux de construction, la fiscalité, l'industrie de la construction, les subventions et l'efficacité énergétique, ainsi que sur le logement destiné aux personnes à faible revenu et le logement social et rural. Le Gouvernement iranien prévoit également d'apporter des améliorations dans les périphéries des villes et dans

les régions délaissées, en mettant l'accent sur les technologies économes en énergie et le développement ferroviaire.

7. **M^{me} Shurbaji** (République arabe syrienne) indique que le Gouvernement syrien est conscient que la réalisation des objectifs de développement durable passe par la mise en œuvre de l'ensemble des plans nationaux, y compris des plans d'urbanisation. Le pays fait face à des défis de plus en plus graves et complexes, notamment l'accroissement démographique rapide et la pauvreté, la menace terroriste et les conséquences de sanctions économiques unilatérales sélectives. L'accent doit donc être mis sur l'assistance technique destinée à aider les pays à renforcer leurs capacités de construction de logements. Une aide à la reconstruction des infrastructures, des services et des logements est indispensable.

8. Huit ans après avoir lancé une guerre contre le terrorisme, la République arabe syrienne a retrouvé la stabilité et la paix et s'est engagée dans la reconstruction des régions dévastées. Il est toutefois difficile de créer un environnement favorable au relogement des réfugiés et des personnes déplacées, que ce soit pour le pays ou les Nations Unies, qui doivent être le garant de la responsabilité collective qu'il y a à faire en sorte que chaque peuple puisse faire valoir son droit au développement. ONU-Habitat joue un rôle essentiel, le Gouvernement syrien apportant une aide aux institutions nationales pour la reconstruction des infrastructures et des logements. Le Gouvernement syrien prie les États Membres d'adopter une résolution novatrice destinée à apporter une assistance aux projets d'urbanisation des pays les plus dévastés. Il est crucial d'agir rapidement.

9. **M. Richter** [Organisation internationale pour les migrations (OIM)] déclare que la mobilité humaine a toujours joué un rôle essentiel dans l'urbanisation, laquelle est de plus en plus façonnée par les migrations ; des facteurs tels que la croissance économique inégale, le niveau élevé du chômage et les changements climatiques devraient accentuer les mouvements de population des zones rurales vers les zones urbaines. Les villes sont devenues la première destination des migrations et constituent le principal intermédiaire entre les migrants et les communautés d'accueil, sachant que les pouvoirs locaux sont les mieux placés pour répondre aux besoins immédiats des migrants et faciliter l'accès de ces derniers notamment aux services de santé, au logement et à l'éducation.

10. Le Nouveau Programme pour les villes, en raison de l'attention particulière qui est accordée aux difficultés liées à la présence de migrants dans les zones

urbaines et de la volonté qui y est exprimée de promouvoir les migrations sûres, ordonnées et régulières, constitue un cadre qui permet de faire fond sur les engagements mondiaux et de garantir que les questions relatives aux migrations et à l'urbanisme seront traitées conjointement dans le cadre de mécanismes multilatéraux. L'OIM souscrit à la déclaration du Secrétaire général selon laquelle il est nécessaire d'encourager la cohérence et de renforcer les complémentarités et les liens réciproques entre les programmes mondiaux de développement. Le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, qui devrait être adopté en décembre 2018, vise à améliorer la gouvernance des migrations à tous les niveaux et nécessite la participation active des responsables politiques, lesquels jouent un rôle de premier plan dans la promotion de l'intégration et de la cohésion sociale.

11. L'OIM donne la priorité à la mise en évidence des dynamiques qui existent entre les migrations et les villes, et aide les États Membres, grâce au Forum mondial sur la migration et le développement qui a lieu tous les ans, à élaborer des pratiques de gouvernance et de consultations relatives aux migrations et à soutenir le dialogue infranational sur les migrations. L'OIM appuie également l'action sur les questions liées aux migrations à l'aide des indicateurs de gouvernance des migrations, un outil conçu pour fournir aux pouvoirs locaux des informations sur les politiques destinées à renforcer la gouvernance des migrations et à réaliser les aspects relatifs aux migrations du Nouveau Programme pour les villes, ainsi que les objectifs de développement durable.

Point 18 de l'ordre du jour : Questions de politique macroéconomique (A/73/455)

a) Commerce international et développement
(A/73/15 (Part I), A/73/15 (Part II), A/73/15 (Part III), A/73/15 (Part IV) et A/73/208)

b) Système financier international et développement (A/73/280)

c) Soutenabilité de la dette extérieure et développement (A/73/180)

d) Promotion de la coopération internationale dans les domaines de la lutte contre les flux financiers illicites et du renforcement des bonnes pratiques en matière de recouvrement des avoirs pour favoriser le développement durable

Point 19 de l'ordre du jour : Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement
(A/73/86–E/2018/68)

12. **M. Baddoura** (Président du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED), présentant les rapports du Conseil du commerce et du développement (A/73/15 (Parts I à III)), indique que la dégradation de l'environnement, l'extrême pauvreté et la faim, le chômage endémique des jeunes et le creusement des inégalités font partie des obstacles qui entravent la réalisation des objectifs de développement durable et qui sont exacerbés par l'amplification de tendances orientées vers le protectionnisme et l'unilatéralisme. Pour lever ces obstacles, la communauté mondiale doit rester attachée au multilatéralisme.

13. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs y associés sont le fruit d'un effort collectif en vue de parvenir à une mondialisation juste et à une croissance inclusive. Les progrès réalisés depuis la quatorzième session de la CNUCED en 2016 ont été examinés par le Conseil du commerce et du développement à sa soixante-cinquième session, tenue en juin 2018. Après l'examen des flux financiers illicites réalisé par le Groupe intergouvernemental d'experts du financement du développement, la CNUCED a lancé un projet destiné à mesurer ces flux, conjointement avec la Commission économique pour l'Afrique et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Le Groupe intergouvernemental d'experts en commerce électronique et économie numérique réfléchira aux moyens d'aider les pays en développement à tirer parti de cette nouvelle source de commerce.

14. Les membres de la CNUCED ont également appelé de leurs vœux la consolidation des relations intergouvernementales entre Genève et New York, ainsi que le renforcement du dialogue au sein du système des Nations Unies pour le développement. Avancer la session annuelle du Conseil du commerce et du développement de septembre à juin a permis de favoriser les synergies et les échanges avec le Forum politique de haut niveau, le Conseil économique et social et la session ordinaire de l'Assemblée générale. L'orateur invite les États Membres à faire des propositions sur la manière dont les recommandations formulées à partir des débats du Conseil pourraient renforcer au mieux les travaux qu'ils mènent à New York.

15. Des échanges portant sur les « nouvelles stratégies que le système des Nations Unies pourrait adopter face à la crise du multilatéralisme et du commerce international et des mécanismes de développement

connexes, et le rôle de la CNUCED à cet égard » ont eu lieu lors du débat de haut niveau du Conseil du commerce et du développement à sa soixante-cinquième session, l'objectif étant d'éviter que ces menaces compromettent l'exécution du Programme 2030. Il a été indiqué qu'un nouveau pacte pour une mondialisation équitable était nécessaire et que l'affirmation du nationalisme économique et des politiques protectionnistes, si elle se poursuivait, aurait des conséquences néfastes pour les plus vulnérables. Il était urgent de favoriser la coopération internationale pour permettre au commerce de continuer à favoriser le développement et il fallait prendre des mesures concrètes pour donner un nouvel élan au multilatéralisme.

16. L'examen des politiques relatives à l'économie numérique visait principalement à combler les fossés numériques, à permettre aux petites entreprises de faire face à la concurrence, à développer les compétences numériques, à adapter les cadres juridiques et réglementaires et à renforcer l'assistance technique et l'appui offerts aux pays en développement. Il est nécessaire de prendre des mesures multilatérales et nationales pour permettre aux transformations numériques de renforcer la conduite et l'appropriation du développement durable et d'en répartir équitablement les bienfaits.

17. Le débat sur les moyens d'enrayer les fuites financières et de mobiliser des ressources nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable a porté essentiellement sur les politiques d'atténuation des inégalités engendrées par des problèmes tels que l'évasion fiscale, les flux financiers illicites, l'établissement de fausses factures commerciales et la corruption, et sur les mesures envisageables pour prévenir ces fuites.

18. Les échanges sur le renforcement de la résilience aux différents chocs qui ont des incidences sur les populations et le développement durable se sont articulés autour de l'utilisation du commerce intelligent et de l'adoption d'une approche multilatérale destinée à promouvoir des modes de production et de consommation durables et à favoriser un développement inclusif, et sur le recours au commerce et au développement pour aider à prévenir les conflits entre pays et au sein de ces derniers. Des mesures visant à faire en sorte qu'une approche globale de la prévention devienne la norme en matière de commerce international et de développement ont également été examinées.

19. Les échanges préliminaires sur le développement économique en Afrique ont fait fond sur le *Rapport*

2018 de la CNUCED sur le développement économique en Afrique, qui montre comment une bonne gestion des migrations peut aider à lever les obstacles au développement. Si elles sont sûres et ordonnées, les migrations peuvent, en plus de favoriser la croissance économique, accélérer la transformation structurelle et favoriser la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons. Il est ressorti des débats ultérieurs sur le développement économique en Afrique que la CNUCED doit poursuivre ses travaux de recherche et d'analyse des politiques, d'assistance technique et de recherche d'un consensus.

20. D'après le *Rapport 2018 sur la technologie et l'innovation : Les technologies de pointe au service du développement durable*, la technologie et l'innovation sont considérées comme des moyens essentiels et efficaces d'atteindre les objectifs de développement durable même s'il y est souligné que la prolifération de nouvelles technologies comporte de nouveaux risques menaçant de déborder la capacité des pays à s'adapter. Pour tirer parti des technologies, les pays doivent élaborer des systèmes d'innovation adaptatifs et des cadres institutionnels et réglementaires solides, et promouvoir l'émergence d'entreprises capables, d'entrepreneurs créatifs, de fonctionnaires efficaces et d'une société civile engagée. Les pays en développement doivent investir dans les technologies de pointe et tirer parti des transferts de technologie pour renforcer leurs capacités dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation et parvenir à une croissance inclusive.

21. Un échange de vues a eu lieu sur la contribution de la CNUCED à la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 et sur ses activités d'aide aux petits États insulaires en développement et aux pays en développement sans littoral. Les contributions de la CNUCED à la mise en œuvre et au suivi des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies organisées dans le domaine économique et social ont également été examinées. Dans le cadre de son examen de la suite donnée par la CNUCED au document final de la Conférence, le Conseil a réaffirmé sa volonté de redynamiser les structures intergouvernementales et s'est déclaré satisfait des mesures prises à ce jour par le Secrétariat pour donner suite au document final de Nairobi.

22. Le *Rapport 2018 sur le commerce et le développement*, qui montre que le commerce et la numérisation ont poussé les grandes entreprises à chercher à maximiser la rente et remet en cause la pression exercée pour supprimer les possibilités

d'action des pays en développement qui avaient permis de sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté, a été examiné à la session sur les stratégies de développement dans un monde interdépendant. Le *Rapport 2018 sur l'investissement dans le monde* et le rôle de l'investissement et des nouvelles politiques industrielles ont été examinés à la séance sur l'investissement au service du développement. L'importance de l'investissement étranger direct (IED), source primordiale de financement extérieur du développement, a été mise en évidence et des inquiétudes concernant la contraction des flux d'IED et la stagnation des chaînes de valeur mondiale ont été formulées.

23. Le rapport sur l'assistance au peuple palestinien a été examiné à une autre séance, lors de laquelle l'État de Palestine a été accueilli en tant que membre à part entière de la CNUCED et du Conseil du commerce et du développement. Des appels ont été lancés pour inverser la tendance à la baisse enregistrée en matière d'aide internationale, et de graves préoccupations ont été exprimées quant à la détérioration des conditions socioéconomiques, s'agissant en particulier du chômage, de la pauvreté, ainsi que de l'annexion et de l'expansion des colonies de peuplement illégales.

24. **M^{me} Coke Hamilton** (Directrice de la Division du commerce international des biens et services, et des produits de base de la CNUCED), présentant le rapport du Secrétaire général sur le commerce international et le développement ([A/73/208](#)), déclare que la situation en matière de commerce et de développement est très fragile. Le commerce international connaît une évolution irrégulière depuis cinq ans, qui ne s'inscrit pas dans le prolongement de la tendance économique enregistrée précédemment. Le commerce mondial a augmenté de 9 % en 2017, mais reste en deçà du niveau de 2014. Bien qu'une croissance économique, et donc une croissance du commerce, soit prévue pour 2018, les incertitudes en matière de politiques commerciales pourraient nuire au commerce international et aux investissements.

25. Alors que les tensions commerciales mettent à mal les échanges et le développement, une guerre commerciale totale pourrait avoir pour répercussion la multiplication par 10 des tarifs douaniers, et une politique visant à la conclusion d'accords bilatéraux plutôt que régionaux ou multilatéraux n'augure rien de bon pour les pays en développement, en particulier pour les pays les moins avancés et les petites économies vulnérables, qui sont beaucoup moins en mesure de faire face à l'augmentation des tarifs douaniers que les pays développés.

26. L'investissement étranger direct mondial, qui est une source essentielle et stable de financement pour les pays en développement, a chuté d'un quart environ en 2017 et pourrait poursuivre sa baisse, en particulier dans les chaînes de valeur mondiale, dont le démantèlement nuirait aux pays à faible revenu et aux petites économies en développement, qui ne sont pas en mesure de riposter face à des mesures unilatérales.

27. Il est très peu probable que la cible 17.11 associée aux objectifs de développement durable, selon laquelle la part des pays les moins avancés dans le commerce international devrait atteindre 2,2 % d'ici à 2021, soit réalisée. Les deux tiers des pays en développement et 80 % des pays les moins avancés sont tributaires des produits de base. La CNUCED souhaite s'assurer que la responsabilité de ne pas laisser ces pays de côté, incombant aux États Membres dans le cadre des objectifs de développement durable, fera l'objet de prochaines discussions.

28. Le système commercial multilatéral est mis à rude épreuve et sa crédibilité est menacée par une réaction de rejet de la mondialisation, notamment du commerce international. Les dysfonctionnements du système exposeraient les pays en développement à faible revenu à l'incertitude commerciale. Le mécanisme de règlement des différends est devenu pour ainsi dire inopérant. Tout obstacle local à la coopération multilatérale est un obstacle global à la réalisation des objectifs de développement durable. Il faut protéger le mécanisme multilatéral de coopération ; en effet, le retrait de grandes nations commerçantes, en cas de guerre commerciale, irait à l'encontre de l'action collective déployée dans d'autres domaines relatifs aux objectifs de développement durable, notamment la lutte contre les changements climatiques, la réduction de la pauvreté, la santé mondiale et l'égalité des genres.

29. Malgré les difficultés, de nombreux pays souhaitent plus de coopération. L'Accord de libre-échange continental africain, qui pourrait changer la donne, a créé un marché réunissant 55 pays et ouvert des possibilités d'intégration dans le système commercial mondial. Les travaux sur les subventions à la pêche se sont poursuivis et, au niveau multilatéral, une déclaration sur l'égalité des genres a été prononcée et des progrès ont été réalisés concernant l'Accord sur la facilitation des échanges. Le système commercial multilatéral a maintenant 25 ans et doit être protégé et renforcé ; il doit aussi être adapté et mis au service d'une nouvelle génération.

30. **M. Pierre** (fonctionnaire responsable, Bureau du financement du développement durable du Département des affaires économiques et sociales), présentant le

rapport du Secrétaire général sur le système financier international et le développement (A/73/280), indique que le rapport a évolué pour prendre en compte aussi bien la durabilité que la stabilité dans l'évaluation de la cohérence et de la cohésion des systèmes monétaires et financiers internationaux. La stabilité et la durabilité du système financier se renforcent mutuellement. Il faut un système financier stable et efficace pour l'allocation de ressources si l'on veut répondre aux besoins liés au développement durable.

31. Depuis la crise financière mondiale, des réformes du secteur financier ont permis de réduire certains risques majeurs dans le système financier mais plusieurs facteurs, tels que le resserrement monétaire, les tensions commerciales et les incertitudes autour de la coopération multilatérale, ont suscité des risques systémiques dans des domaines comme les flux de capitaux internationaux, les systèmes bancaires parallèles et la dette. Le rapport contient des données sur les tendances des flux internationaux de capitaux publics et privés en direction des pays en développement : en 2017, les sorties de capitaux de ces derniers ont beaucoup baissé par rapport à 2016, cette contraction découlant principalement de celle des sorties de capitaux vers la Chine, où l'on est passé d'importantes sorties nettes en 2015 et 2016 à des entrées nettes en 2017.

32. L'investissement étranger direct dans les pays en développement est resté stable ; les investissements de portefeuille nets vers les pays en développement ont crû, mais cette augmentation a été contrebalancée par des sorties nettes pour les autres investissements, notamment les prêts bancaires internationaux. Ces chiffres globaux ne traduisent ni l'instabilité quotidienne ni la volatilité des monnaies que certains marchés émergents connaissent depuis le début de 2018. L'augmentation du rendement des obligations du Trésor à court terme des États-Unis a contribué à la dépréciation rapide des monnaies, la pression sur les cours de change étant plus forte dans les pays où les fondamentaux sont plus faibles ou les risques politiques plus élevés. En ce qui concerne les flux de capitaux des institutions financières publiques, selon les estimations, l'augmentation de 15 % des décaissements annuels de financements non subventionnés de sept banques multilatérales de développement traditionnelles permettrait au Groupe de la Banque mondiale de porter le volume annuel des prêts à 100 milliards de dollars à l'horizon 2030.

33. Il est urgent de réorienter le système financier afin de fournir un appui solide au financement du développement durable. Les pays en développement demeurent exposés aux variations brusques du climat du

marché financier et à l'instabilité des apports financiers privés. Au niveau national, de bonnes politiques macroéconomiques visant à réaliser les objectifs de développement durable doivent être accompagnées par une réglementation financière, des mesures macroprudentielles et la gestion du compte de capital. La mise en œuvre, la supervision et l'exécution d'autres initiatives réglementaires restent indispensables. Des mesures prises dans tous les pays pour mieux adapter les marchés financiers à l'investissement durable à long terme peuvent aussi contribuer à la réduction de l'instabilité des flux de capitaux.

34. Les politiques nationales de développement doivent pouvoir s'appuyer sur une conjoncture internationale favorable. La coopération mondiale est nécessaire pour renforcer le système monétaire international et le filet de sécurité financière, et pour mieux mettre les institutions financières publiques internationales en phase avec la réalisation des objectifs. Une meilleure coordination des politiques macroéconomiques est particulièrement importante à l'heure où le monde évolue vers un système de réserve multidevise.

35. Le rapport donne également des informations sur des sujets comme la participation des femmes à l'économie, les flux financiers illicites et les accords internationaux d'investissement, ainsi que sur la gouvernance économique mondiale, dont les structures devraient évoluer grâce à l'adoption de modalités de gouvernance plus équitables et à la mise à profit des instances compétentes de l'Organisation des Nations Unies pour la prise des décisions économiques internationales, afin de promouvoir les actions entreprises pour mettre le système financier international en phase avec le Programme 2030.

36. La Deuxième Commission et le Conseil économique et social ont tenu en septembre 2018 une séance conjointe sur les questions devant être abordées dans le chapitre thématique des rapports du Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement pour 2019 et 2020. Le Groupe de réflexion a démarré ses travaux de fond sur tous les sujets traités dans le rapport sur le financement du développement durable de 2019. Il prévoit de tenir une réunion d'information en octobre 2018 pour rendre compte aux États Membres des progrès réalisés.

37. **M^{me} Blankenburg** (Chef du Service de la dette et du financement du développement de la CNUCED), présentant le rapport du Secrétaire général sur la viabilité de la dette extérieure et le développement (A/73/180), indique que le Secrétaire général y examine l'incidence des principales tendances macroéconomiques

de l'économie mondiale sur la viabilité de la dette des pays en développement et souligne qu'il faut de toute urgence mettre en place des instruments de politique améliorés afin de prendre systématiquement en compte les contraintes structurelles à long terme de la viabilité de la dette dans un environnement financier mondial fragile. Il met en lumière la nécessité d'adopter des mesures de politique concertées pour éviter les pièges de l'endettement structurel dans les petits États insulaires en développement fortement exposés au risque environnemental et de prendre en compte, au plus vite et de manière plus systématique, les besoins élevés d'investissements additionnels qui découlent du Programme 2030.

38. Malgré un environnement macroéconomique mondial globalement maussade, où les pays en développement font face à des difficultés financières de plus en plus grandes, les taux de croissance moyens de ces derniers et des pays en transition se sont légèrement redressés et on a constaté une nette augmentation des cours des produits de base sur le marché libre, lesquels étaient jusqu'alors source d'inquiétude pour les pays en développement qui sont tributaires de ces produits. Néanmoins, la plupart de ces cours sont restés largement inférieurs aux chiffres records de 2011 ; l'instabilité de la situation financière mondiale et les risques associés dans le contexte d'une économie mondiale qui repose largement sur la dette suscitent de vives inquiétudes.

39. On relève une tendance à la hausse de l'endettement au niveau mondial depuis la crise financière mondiale de 2007-2008 et un accroissement de la part de la dette dans les économies de marché émergentes, plus particulièrement s'agissant de la dette du secteur privé. Les effets de cette situation sur la viabilité de la dette extérieure des pays en développement mettent ces pays dans une situation financière difficile. Les flux de capitaux nets vers les pays en développement ont été particulièrement instables ces 10 dernières années, même si les investissements étrangers directs vers certaines économies en développement sont relativement stables. Les flux de capitaux à court terme, notamment les investissements divers et les flux financiers illicites, ont reculé jusqu'à la mi-2017 et les mouvements de capitaux de grande ampleur en provenance de certains pays tels que la Chine affectent tous les pays en développement.

40. L'augmentation rapide de la dette des ménages, notamment aux États-Unis, et la réapparition d'un système bancaire parallèle et de pratiques financières opaques entraînant l'octroi de prêts excessifs ou douteux, surtout dans le secteur des sociétés non financières, sont préoccupantes. Certaines organisations

internationales, parmi lesquelles la CNUCED, considèrent qu'au moins un tiers des sociétés non financières sont lourdement surendettées et que cela risque fort d'aggraver encore l'instabilité financière mondiale.

41. Plusieurs pays en développement à revenu élevé, tels que l'Argentine et la Turquie, sont déjà lourdement affectés par les entrées, sorties et fuites de capitaux attribuables en partie à l'appréciation du dollar des États-Unis et au relèvement des taux d'intérêt. La situation mondiale est critique et le Fonds monétaire international (FMI) a mis en garde dans un rapport récent contre une crise financière mondiale imminente, qui se traduit au niveau de la viabilité de la dette des pays en développement. L'encours total de la dette extérieure a augmenté de plus de 80 % depuis 2008, avec une hausse plus prononcée dans les économies en développement. Le rapport du service de la dette aux coûts d'exportation et aux recettes publiques augmente de manière vertigineuse ; le service de la dette a atteint 30 % des recettes publiques dans certaines des économies les plus pauvres.

42. Selon le FMI, la viabilité de la dette des pays en développement à faible revenu s'est considérablement dégradée sur une période de temps relativement courte et la plupart des petits États insulaires en développement ont vu leur situation se détériorer nettement, avec une dette représentant 163 % des exportations. Il ressort du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement qu'il est nécessaire d'aider les pays en développement à rendre leur dette viable à long terme au moyen de politiques concertées visant à favoriser le financement de la dette, son allègement, sa restructuration ou sa gestion avisée, selon le cas, mais il n'existe toujours pas de politiques sur l'incidence des investissements nécessaires à cet effet. Ces besoins sont considérables et des estimations auraient une incidence profonde sur les positions budgétaires et la viabilité de la dette extérieure des pays en développement. Des recherches sont en cours au niveau national afin d'évaluer le montant des investissements nécessaires et l'incidence sur les positions budgétaires, mais rien n'a avancé sur ce point. Les économies en développement vont devoir augmenter les investissements annuels liés au Programme 2030 de 4 à 11,5 % du produit intérieur brut (PIB), ce qui aura des conséquences désastreuses sur la viabilité de leur dette, surtout si elles ne bénéficient peu ou pas de financements internationaux.

43. Dans les économies en développement, la dette des entreprises non financières augmente nettement plus vite que les investissements, ce qui soulève des doutes

quant au fait que la dette contractée constitue un investissement productif : cela suscite des craintes en ce qui concerne les investissements nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable. Des institutions internationales majeures ont mis en avant la nécessité d'améliorer les capacités de gestion de la dette en aval dans les pays en développement et d'améliorer l'enregistrement, la communication, la qualité et la transparence des données de la dette, ce qui témoigne d'un regain d'intérêt bienvenu pour les initiatives multilatérales. Néanmoins, le suivi du risque macroéconomique et financier pour la viabilité de la dette pose d'autres difficultés.

44. Dans les évaluations existantes, la notion de viabilité est centrée autour de la capacité à stabiliser les niveaux d'endettement sans encourir d'ajustements invraisemblablement larges du revenu, des dépenses ou du financement. Ainsi, des niveaux élevés d'endettement risquent d'être considérés comme viables tant que le pays reste capable de faire face à ses créanciers sans avoir à engager des ajustements de politique publique à grande échelle, même s'il est incapable de mobiliser des ressources suffisantes pour satisfaire ses besoins d'investissement relatifs aux objectifs de développement durable. Il est suggéré dans le rapport de redéfinir la viabilité de la dette comme le niveau de dette qui permet à un pays de réaliser les objectifs de développement sans augmentation de ses ratios d'endettement.

45. En ce qui concerne la situation critique dans laquelle se trouvent les petits États insulaires en développement, l'oratrice estime que les titres de créance pourraient être améliorés afin de tenir compte de l'exposition aux catastrophes naturelles et des risques connexes. Des améliorations ont été apportées afin de renforcer les dispositifs d'assurance internationaux et les instruments y associés, mais il est important de mieux comprendre les obstacles structurels à surmonter pour accroître la viabilité de la dette sur le long terme et éviter que l'importance accordée à la dette à court terme entraîne un sous-investissement sur le long terme en faveur de mesures d'adaptation aux changements climatiques. Le rapport présente des pistes sur les raisons pour lesquelles une action plus systématique, au niveau structurel et sur le long terme doit être entreprise de toute urgence sur ce point.

46. Il est d'une importance capitale que la dette des pays en développement soit soutenable. Même si les initiatives visant à renforcer la capacité des pays en développement à gérer leur dette sont les bienvenues et seront rapidement réalisées, une réponse efficace aux vulnérabilités croissantes des finances et de la dette des économies en développement exigera des politiques

macroéconomiques coordonnées pour promouvoir des flux de capitaux nets positifs et stables vers les pays en développement et stimuler à cet effet l'essor de la demande agrégée, favoriser la croissance des salaires et améliorer la répartition de la richesse dans les économies avancées. En attendant, il importe de renforcer les initiatives multilatérales permettant une plus grande coopération entre débiteur et créancier afin de prévenir et résoudre les crises de la dette. Au vu des dynamiques à l'œuvre dans l'économie mondiale et de l'instabilité financière mondiale, de nouvelles crises de la dette et crises financières surviendront et le système multilatéral doit être prêt à adopter les solutions nécessaires.

47. **M. Edrees** (Égypte), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, déclare que les reprises cycliques cachent des faiblesses importantes et des risques sur le moyen terme qui pourraient entraver la réalisation du Programme 2030. Un resserrement désordonné des conditions financières, l'adoption de politiques de repli et la vulnérabilité liée à l'endettement, ainsi que l'escalade des tensions géopolitiques pourraient perturber les progrès en matière de développement. La persistance de fortes inégalités compromet la réalisation d'une croissance vigoureuse et du développement durable. La baisse de l'investissement privé dans les infrastructures montre l'incapacité de faire bien correspondre les investissements avec les besoins pour le développement durable à long terme. L'imposition de mesures économiques coercitives contre des pays en développement ne contribue pas au développement économique et social.

48. Le commerce international est essentiel pour le financement du développement et pour atteindre une croissance économique qui profite à tous et éliminer la pauvreté. Il importe qu'il y ait un système commercial multilatéral universel, fondé sur des règles, ouvert, transparent, prévisible, inclusif, non discriminatoire et équitable sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ainsi qu'une vraie libéralisation des échanges, qui pourrait favoriser le développement à l'échelle mondiale. L'orateur craint que la montée de l'unilatéralisme et le recours croissant à des mesures protectionnistes mettent à mal le système et aient des conséquences néfastes sur l'accès des pays en développement aux marchés mondiaux d'exportation.

49. L'incapacité à conclure le Programme de Doha pour le développement est particulièrement préoccupante. L'intervenant invite les membres de l'OMC à renforcer le traitement spécial et différencié accordé aux pays en développement et à remédier aux inégalités du système commercial mondial actuel.

50. Les nouveaux problèmes d'endettement que connaissent les pays en développement se sont intensifiés depuis 2017, laissant plusieurs de ces pays dans l'incapacité financière de générer les ressources nécessaires à la mise en œuvre du Programme 2030. S'il devait y avoir un nouveau cycle de crises de la dette et de perturbations économiques, cela constituerait un obstacle majeur à la réalisation des objectifs de développement durable. Il faut envisager des moyens d'assurer la viabilité de la dette et des mesures propres à réduire l'endettement des pays en développement.

51. Il est nécessaire d'accroître la coopération pour combattre l'augmentation des flux financiers illicites, qui ont des effets néfastes sur le financement du développement, et pour assurer la restitution des avoirs aux pays d'origine. Il n'existe toujours pas de forum mondial unique et ouvert à tous pour la coopération fiscale internationale, laquelle doit être renforcée. Il faudrait faire du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale un organe intergouvernemental.

52. La crise financière mondiale de 2008 a mis en lumière les lacunes du système financier international en matière de réglementation. Aussi une réforme structurelle est-elle nécessaire pour éviter la répétition de crises qui pourraient porter gravement préjudice aux économies en développement et le système doit-il être revu afin d'être mieux adapté aux besoins et préoccupations des pays en développement.

53. Le Groupe s'inquiète des répercussions que la conjoncture mondiale difficile a sur les efforts engagés par les pays pour mettre en œuvre le Programme d'action d'Addis-Abeba. Un environnement mondial favorable et un partenariat mondial pour le développement sont nécessaires, ainsi que la mobilisation des ressources intérieures.

54. *M. Skinner-Klée Arenales (Guatemala) assume la présidence.*

55. **M^{me} Krisnamurthi** (Indonésie), s'exprimant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), indique que la nécessité d'établir des objectifs économiques, sociaux et environnementaux équilibrés et le caractère transversal de nombreuses priorités du développement durable sont soulignés dans le document « Communauté de l'ASEAN à l'horizon 2025 » comme dans le Programme 2030. La croissance mondiale positive a stimulé la performance économique dans les pays de l'ASEAN, permettant des avancées constantes sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable, notamment une réduction de l'extrême pauvreté, des améliorations dans des domaines relatifs à la santé, un meilleur accès à

l'enseignement primaire et à des sources d'eau améliorées.

56. À la cinquantième réunion de l'ASEAN, tenue en septembre 2018, les ministres de l'économie ont réaffirmé leur attachement au programme de la Communauté économique de l'ASEAN visant à renforcer la résilience économique régionale face aux chocs extérieurs et à assurer la compétitivité de la Communauté sur le long terme. Les mesures sur lesquelles les participants se sont entendus portent notamment sur une intensification de l'action menée pour réduire l'écart de développement, améliorer la connectivité, préparer la quatrième révolution industrielle et coopérer en vue d'un développement économique durable.

57. Il faut garantir une croissance économique soutenue, en particulier dans les pays où la pauvreté est extrême et le revenu par habitant faible, en créant des conditions économiques mondiales et régionales stables et favorables pour compléter l'action menée au niveau national en faveur du développement durable et en atténuant les effets néfastes de la volatilité des prix et des taux de change, des chocs extérieurs, des changements climatiques et des risques de catastrophe.

58. Il faut une impulsion mondiale, un partage des responsabilités et un véritable multilatéralisme pour honorer les engagements pris dans le cadre du Programme 2030 et de l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements, ainsi que des mesures décisives pour améliorer l'accès au financement, au renforcement des capacités et aux technologies. L'Indonésie a accueilli les assemblées annuelles du FMI et du Groupe de la Banque mondiale en octobre 2018, où il a été question de la croissance économique durable, de l'élimination de la pauvreté, de la transformation économique, des changements climatiques, de l'égalité des genres, du chômage, des risques systémiques et d'autres problèmes mondiaux.

59. Il convient de mobiliser et de mettre en synergie une combinaison de ressources privées, nationales et internationales, à l'échelle adaptée, qui soient en phase avec les priorités nationales en matière de développement durable. Les pays développés doivent en outre honorer les engagements qu'ils ont pris en matière d'aide publique au développement (APD), lesquels représentent un soutien important pour les pays en développement. Il faut intensifier les efforts visant à favoriser l'inclusion financière et un accès abordable aux financements pour les personnes exclues. L'éducation et l'alphabétisation financières sont nécessaires pour faciliter l'accès aux services

financiers, en particulier pour les femmes et les filles, les agriculteurs et les microentreprises et petites et moyennes entreprises.

60. **M. Ligoya** (Malawi), s'exprimant au nom du Groupe des pays les moins avancés, affirme que le commerce international est un moteur essentiel de la croissance économique et du développement durable dans les pays les moins avancés et que, s'il a gagné en ampleur en 2017, il n'a pas encore retrouvé les niveaux de 2014. Les pays les moins avancés restent marginalisés dans le système commercial mondial et la diminution de leur part dans les exportations mondiales les a éloignés de la cible 17.11 associée aux objectifs de développement durable.

61. S'intéresser à la question des mesures non tarifaires sous contraintes logistiques et encourager la diversification des produits, la création de valeur ajoutée, la transformation structurelle, la connectivité et la facilitation du commerce pourrait stimuler les exportations des pays les moins avancés sur le marché mondial ; l'accroissement de l'Aide pour le commerce prévu dans le Programme d'action d'Addis-Abeba est particulièrement important à cet égard.

62. L'essor de l'économie numérique représente un nouveau défi pour les pays les moins avancés, qui ont besoin que les partenaires de développement les appuient dans la transformation numérique et dans la création de leurs propres plateformes de commerce électronique.

63. L'orateur appelle à la mise en œuvre intégrale et rapide de toutes les décisions prises en faveur des pays les moins avancés lors des précédentes conférences ministérielles de l'Organisation mondiale du commerce, en particulier en ce qui concerne l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent, les règles d'origine préférentielles, la dérogation sur les services et le coton.

64. L'emprunt extérieur est un moyen important pour les pays les moins avancés de répondre à leurs besoins croissants en matière de développement durable. Toutefois, le ratio du service de la dette aux exportations et le pourcentage du service de la dette par rapport aux recettes publiques ont plus que doublé entre 2008 et 2017, à cause notamment de l'augmentation des emprunts à des conditions commerciales moins favorables, souvent sans l'APD nécessaire et sans prêts concessionnels. L'intervenant exhorte la communauté internationale à prendre des mesures efficaces, notamment à consolider la dette multilatérale et bilatérale des pays les moins avancés.

65. Si l'APD en faveur des pays les moins avancés a quelque peu augmenté, l'APD totale accordée par les membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques et les pays membres de son comité d'aide au développement est restée inférieure à son niveau de 2011. Tous les partenaires de développement devraient consacrer au moins 0,2 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement destinée aux pays les moins avancés. La communauté internationale devrait également mettre en place des régimes de promotion de l'investissement pour les pays les moins avancés, en appuyant la négociation de contrats d'investissement, le règlement des différends, l'élaboration de descriptifs de projet, la facilitation des investissements et l'assurance risques.

66. **M^{me} Mills** (Jamaïque), s'exprimant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), affirme que de nouvelles avancées dans la réalisation des objectifs du développement durable ne pourront être réalisées que si l'on apaise les tensions croissantes qui existent dans le système commercial multilatéral. Dotés d'économies ouvertes à faible capacité de diversification, les pays de la CARICOM sont bien conscients que les avantages du commerce international sont inégalement répartis. Seules l'action et la coopération mondiales permettront de relever les défis du développement. Le multilatéralisme est la meilleure garantie contre le protectionnisme et est essentiel pour des échanges commerciaux internationaux transparents, prévisibles et stables. Les tensions commerciales actuelles détournent les efforts des initiatives multilatérales.

67. La CARICOM demeure préoccupée par le déclin des relations de correspondance bancaire, qui pourrait nuire à la promotion de l'inclusion financière si rien n'est fait. L'oratrice se félicite qu'il ait été demandé au Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement de continuer de suivre la baisse des opérations par correspondants bancaires et les effets de celle-ci, notamment les conséquences imprévues de la réglementation financière internationale.

68. L'une des principales difficultés auxquelles se heurtent les pays en développement pour maintenir la viabilité de leur dette extérieure résulte de leur intégration hâtive et souvent prématurée avec les marchés de capitaux internationaux. L'accroissement connexe du rôle des prêteurs et des emprunteurs privés, associé au recours de plus en plus général aux obligations, est également préoccupant, car cela aggrave la situation de la dette des pays en développement et limite leur capacité à maintenir une marge de manœuvre budgétaire et politique suffisante pour assurer un développement durable. Il faut mettre un terme à la dépendance vis-à-vis de conditions financières

accommodantes et d'attentes de hausses à court terme sur les marchés boursiers et plutôt stimuler la demande agrégée mondiale en s'attaquant à l'inégalité croissante des revenus dans les économies développées, en renforçant les efforts en faveur de l'augmentation des salaires et la fourniture de services publics, en soutenant les stratégies d'investissement productif et en limitant la concentration des sociétés.

69. Les catastrophes naturelles qui ont eu lieu récemment ont démontré la vulnérabilité environnementale des petits États insulaires en développement et exacerbé le fardeau déjà insoutenable de la dette de nombreux pays. Une approche plus systématique est nécessaire pour financer l'adaptation aux changements climatiques, soutenir la viabilité de la dette extérieure et faciliter un relèvement rapide après des chocs environnementaux.

70. Pour surmonter les difficultés existantes, il faut améliorer la cohérence entre l'élaboration de politiques économiques mondiales et la gouvernance du commerce mondial, lesquelles doivent être alignées sur les objectifs de développement durable. Pour établir un système commercial multilatéral redynamisé, crédible et pertinent nécessaire pour relever les défis futurs, il faut un environnement commercial juste, équitable et ouvert, ainsi qu'une plus grande cohérence entre les accords multilatéraux et régionaux, et les pays doivent bénéficier d'une plus grande marge de manœuvre décisionnelle pour mettre en œuvre des politiques économiques, sociales et environnementales dynamiques, notamment des dispositions prévoyant un traitement spécial et différencié. La solution est de considérer le système commercial multilatéral comme un bien public essentiel.

71. **M. Sinha** (Inde) dit que le monde est de plus en plus complexe, interdépendant et interconnecté. Les crises mondiales passées ont montré que les politiques macroéconomiques et financières adoptées par certains pays peuvent réduire à néant les progrès réalisés dans le monde entier en matière de croissance et de développement durable. La situation économique mondiale exige de promouvoir des politiques de croissance et d'investissement. Un nouveau souffle doit être donné au partenariat mondial pour mobiliser des ressources supplémentaires afin de financer le développement durable et de promouvoir l'investissement à long terme, y compris l'investissement étranger direct, dans des secteurs critiques comme les transports, l'agriculture, l'énergie, les infrastructures et les technologies de l'information et des communications.

72. La libéralisation des échanges permet de créer des emplois et de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable. L'orateur réaffirme son attachement au système commercial multilatéral et au rôle central de l'OMC, pierre angulaire d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles, ouvert, transparent, non discriminatoire et inclusif qui place le développement au centre de ses activités.

73. L'Inde a mis en place un certain nombre d'initiatives et de réformes structurelles majeures visant à renforcer les facteurs macroéconomiques propices à une croissance durable, notamment l'introduction historique d'une taxe unique sur les produits et services selon le concept « un pays, un impôt ». Le programme de services financiers Pradhan Mantri Jan Dhan Yojana a permis à plus de 320 millions de citoyens d'ouvrir un compte bancaire et aux personnes pauvres de recevoir des prestations sociales par transfert direct des allocations, mettant fin au gaspillage systématique et à la corruption. Quelque 500 millions de citoyens bénéficieront d'une couverture au titre du plus grand régime d'assurance santé au monde, Ayushman Bharat.

74. La mobilisation de ressources intérieures grâce à la perception de l'impôt se heurte à des problèmes traditionnels tels que la manipulation des prix de transfert et à de nouveaux défis tels que l'imposition des revenus de l'économie numérique, qui peuvent facilement être transférés dans des pays à fiscalité réduite. Pour appuyer les travaux du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale, l'Inde a contribué à son fonds d'affectation spéciale pour la deuxième année consécutive. En vue de renforcer la coopération avec d'autres pays en développement, l'Inde a également créé en 2017 le Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement, qui soutient des projets dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.

75. **M^{me} Zahir** (Maldives), s'exprimant au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), indique que la Deuxième Commission est le principal forum politique pour les questions financières et économiques mondiales, mais que la complexité du système financier mondial et des organes d'experts exige une coopération plus étroite avec les autres acteurs pour leur fournir des orientations politiques plus ciblées, et réaffirme l'importance de la Commission dans le domaine économique.

76. Les risques économiques mondiaux vont en s'accroissant et les tensions commerciales et géopolitiques, l'ajustement des politiques monétaires dans les pays développés et le niveau élevé de la dette

soulèvent des préoccupations majeures. Les marchés financiers sont de plus en plus instables et de nombreux pays en développement sont confrontés à une volatilité croissante des taux de change qui nuit à leur économie. Les petits États insulaires en développement sont particulièrement vulnérables aux chocs économiques et environnementaux extérieurs et ce sont eux qui mettent le plus de temps à s'en relever. Il est de plus en plus évident que les débats doivent porter également sur les risques liés aux changements climatiques. La délégation maldivienne est vivement préoccupée par le fait que certains des aspects principaux du Programme d'action d'Addis-Abeba n'aient pas été suivis d'effet et par la tendance à la baisse de l'APD, qui est un élément central de l'aide au développement, et demande à la communauté internationale de s'acquitter d'urgence de ses obligations en matière d'APD.

77. Le commerce international est essentiel à la croissance économique des pays qui ont des ressources limitées et sont éloignés des marchés, isolés géographiquement et tributaires des produits et services importés. Appelant de nouveau à l'établissement d'un système commercial multilatéral équitable, fondé sur des règles, qui redynamise le commerce et la croissance à l'échelle mondiale et mobilise le commerce et le développement d'une manière économiquement, socialement et écologiquement durable et inclusive, l'AOSIS réaffirme le rôle central de l'OMC dans un tel système.

78. L'oratrice se déclare toujours préoccupée par l'absence d'avancées dans la recherche de solutions multilatérales aux subventions à la pêche, dans la mesure où cela risque de prolonger les incitations dangereuses à la pêche de poissons dont les stocks sont déjà réduits tout en nuisant à l'économie des petits États insulaires en développement et en mettant en danger leurs moyens de subsistance.

79. Le surendettement est devenu un grave problème dans les petits États insulaires en développement : l'encours de la dette y a plus que doublé entre 2017 et 2018, certains pays ayant un ratio dette/PIB supérieur à 100 %. La plupart de ces États sont des pays à revenu intermédiaire qui ne remplissent pas les conditions requises pour bénéficier d'instruments d'allègement de la dette ou ont un accès limité au financement concessionnel du développement. La délégation maldivienne continue de réclamer des réformes du PIB et des critères d'évaluation de l'admissibilité aux financements concessionnels. Les nombreux problèmes de financement multidimensionnels qui affectent la réalisation des objectifs de développement durable par l'AOSIS exigent une action conjuguée de la part du forum du Conseil économique et social sur le suivi du

financement du développement et de la Deuxième Commission.

80. **M. Hilale** (Maroc), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que les rapports du Secrétaire général et du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED font clairement apparaître la nécessité de renforcer la surveillance économique multilatérale, en particulier pour ce qui est de la finance internationale, des effets de contagion des politiques et des liens transfrontières. Le commerce international inclusif demeure un moyen essentiel de mener des politiques macroéconomiques qui contribuent à la stabilité financière mondiale et assurent une croissance et un développement économiques durables. L'orateur appelle tous les pays à résister aux tendances protectionnistes, qui ont de profondes répercussions sur les pays en développement, en particulier en Afrique.

81. Les questions de politique macroéconomique jouent un rôle important dans la mise en place de l'environnement économique nécessaire à la réalisation du Programme 2030. Notant que la dynamique du commerce international a été contraire, ces cinq dernières années, à la tendance précédente et à la conjoncture économique mondiale générale, l'orateur dit que l'Afrique est durement touchée par les chocs économiques mondiaux. Alors que la valeur des échanges commerciaux internationaux continue de baisser, le Groupe demeure préoccupé par le fait que les négociations sur le Programme de Doha pour le développement n'ont pas abouti. Il reconnaît également qu'il faut renforcer la coopération régionale pour relever les défis mondiaux qui freinent la reprise économique et le développement.

82. La création de la Zone continentale de libre-échange s'est inspirée des négociations multilatérales relatives à l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges. Elle vise à réunir les communautés économiques régionales en un seul groupement continental représentant plus de 1,2 milliard de personnes et 2,1 billions de dollars de revenus nationaux combinés, à créer des chaînes de valeur régionales ainsi que des économies d'échelle pour l'investissement et à stimuler le commerce intra-africain, l'emploi, le PIB continental, l'industrialisation et les investissements directs africains et étrangers.

83. Le Groupe des États d'Afrique demeure attaché à un système commercial multilatéral qui soit universel, réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable, exhorte les pays du Nord à faire sortir les négociations du Programme de Doha pour le développement de l'impasse où elles se trouvent actuellement et invite la

CNUCED à poursuivre son suivi des politiques protectionnistes dans le monde afin d'évaluer leurs effets sur les pays en développement. Il est indispensable, pour réaliser les objectifs de développement durable, de disposer d'un financement adéquat et prévisible. Se déclarant préoccupé par la diminution régulière qu'enregistre depuis peu l'aide publique au développement, l'orateur déclare que les pays développés et les fournisseurs de cette aide doivent continuer à jouer un rôle important dans l'élimination de la pauvreté. Comme la plupart des pays en développement, les pays africains ont besoin d'aide pour intensifier l'industrialisation et développer leur économie.

84. Le développement économique durable et inclusif est une priorité essentielle de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. De nombreux pays africains ont fait de la transformation économique un axe de leur programme de développement. Des centres régionaux manufacturiers sont créés et le commerce intra-africain, considéré comme un moteur essentiel de la croissance économique et de l'industrialisation du continent, se développe. Pour s'intégrer véritablement dans les chaînes de valeur mondiales, l'Afrique a de toute urgence besoin d'investissements directs étrangers à long terme. Les investissements dans le capital physique doivent s'accompagner d'investissements dans le capital humain pour que leurs effets sur le développement soient renforcés. L'orateur préconise lui aussi le transfert de technologies pour aider à combler l'écart de développement entre le Nord et le Sud de la planète.

85. **M. Escalante Hasbún** (El Salvador), s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), dit qu'il reste nécessaire de promouvoir l'instauration de conditions favorables à la réalisation du Programme 2030 en continuant à améliorer les mécanismes de réglementation et de contrôle du système financier régional et international et en appuyant, à l'échelle nationale et internationale, les politiques visant à accroître les investissements, tout en tenant compte de la souveraineté permanente et entière de chaque pays sur ses richesses, ressources naturelles et activités économiques. La mobilisation des ressources intérieures ne suffit pas à assurer la croissance économique nécessaire au développement durable. Il faut également, pour éliminer la pauvreté, promouvoir la justice et les mécanismes d'inclusion sociale.

86. Les pays membres de la CELAC constatent avec préoccupation que, malgré certaines améliorations de l'économie sur le plan mondial et régional, la reprise a été inégale d'un pays et d'un secteur d'activité à l'autre.

Il reste des défis spécifiques et des problèmes structurels exacerbés par la réduction de l'accès au financement à des taux favorables, en particulier pour les pays à revenu intermédiaire et les pays en transition qui sont récemment entrés dans cette catégorie mais présentent encore des lacunes et des vulnérabilités structurelles. La CELAC encourage également les banques multilatérales de développement à examiner les moyens de faire en sorte que leur assistance soit mieux adaptée aux perspectives et aux difficultés de différents pays en développement. Elle appelle de nouveau à établir des indicateurs de développement durable transparents, qui ne se limitent pas au revenu par habitant, en tenant compte de la nature multidimensionnelle de la pauvreté, des dimensions sociales, économiques et écologique de la production nationale et de l'effet des lacunes structurelles.

87. Consciente du grave problème que constitue la dette des pays en développement et de ses effets défavorables sur la mobilisation des ressources, la CELAC se félicite de l'initiative de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes visant à établir un système d'échange de créances contre des mesures d'adaptation aux changements climatiques et à remédier ainsi au fardeau non viable que la dette fait peser sur les économies des pays des Caraïbes touchés par des catastrophes, et de la création d'un fonds pour la résilience destiné à faciliter les investissements en faveur de l'adaptation climatique. L'orateur souligne qu'il faut renforcer encore le forum sur le suivi du financement du développement, qui constitue le principal mécanisme de contrôle des résultats obtenus en matière de développement.

88. La CELAC se félicite de la contribution de la coopération Sud-Sud à l'élimination de la pauvreté et au développement durable, mais rejette les mesures économiques, financières ou commerciales unilatérales qui sont contraires au droit international et à la Charte des Nations Unies. Ces mesures font obstacle au financement du développement et à la pleine réalisation du développement économique et social, en particulier dans les pays en développement.

89. Notant que le commerce est un moteur de la croissance et du développement durable, l'orateur se dit profondément préoccupé par la progression des propos et des tendances protectionnistes. La CELAC est résolue à promouvoir, dans le cadre de l'OMC, un système commercial multilatéral qui soit ouvert, transparent, prévisible, inclusif, réglementé, non discriminatoire et équitable.

90. **M. Alshames** (Libye) dit que le commerce international est le moteur de la croissance

macroéconomique. Bien que l'on s'attende à ce que l'expansion des échanges commerciaux internationaux continue de stimuler la croissance économique en 2018, le PIB ne devrait pas augmenter au même rythme. Il faut disposer d'un système commercial multilatéral mondial juste et équitable qui permette d'assurer le développement en renforçant le rôle de l'ONU et en apportant des améliorations sur le plan économique et social. Les institutions financières mondiales doivent être plus démocratiques et mieux à même de répondre à différents besoins économiques et de développement.

91. L'adhésion à l'OMC doit être facilitée et n'être soumise à aucune condition de nature politique. De nombreux pays continuent de subir les chocs extérieurs qui découlent de la volatilité des cours des produits de base. Les pays en développement dont l'économie dépend principalement d'un seul produit de base ont besoin d'aide pour renforcer leurs capacités institutionnelles et diversifier leurs revenus en développant leur secteur des services.

92. Malgré les difficultés actuelles, la Libye a mis en œuvre, avec l'aide de l'ONU, un ensemble de réformes économiques visant à améliorer les conditions de vie de ses citoyens et le fonctionnement du secteur des services. Elle s'efforce de mobiliser des ressources financières pour atteindre les objectifs de développement durable. Les pays destinataires de flux financiers illicites en provenance de la Libye devraient coopérer avec le Gouvernement libyen aux fins de la restitution de ces avoirs.

93. **M. Matjila** (Afrique du Sud) dit que les objectifs de développement durable ne seront manifestement pas atteints sans financement adéquat. L'Afrique du Sud juge prometteur le regain d'énergie dont la communauté internationale fait preuve dans la mise en œuvre du Programme 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba. Elle est en revanche préoccupée par l'insuffisance croissante du financement, qui s'explique par le recul du multilatéralisme et de la coopération internationale classique. Les pays qui ne se sont pas acquittés de leurs engagements au titre de l'aide publique au développement devraient le faire.

94. La mise en œuvre du Programme 2030 se heurte à des défis mondiaux systémiques et structurels. Le commerce international est un moteur du développement. Pour que la mondialisation profite à tous les pays, la communauté internationale doit promouvoir, dans le cadre de l'OMC, un système commercial multilatéral qui soit universel, réglementé, ouvert, transparent, prévisible, inclusif, non discriminatoire et équitable. Déçue par la lenteur des progrès des négociations commerciales internationales,

l'Afrique du Sud est favorable à la relance du Cycle de Doha pour le développement. Elle soutient également avec force l'intégration économique et les échanges commerciaux régionaux, tout en jugeant nécessaire que les pays en développement aient davantage accès aux marchés mondiaux dans le cadre de l'OMC.

95. L'industrialisation, qui demeure essentielle à l'obtention d'une croissance inclusive sur les plans national et international et à la réalisation des objectifs en Afrique d'ici à 2030, favorise le développement en augmentant la création de valeur dans une économie et en donnant lieu à de nouvelles activités le long des chaînes de valeur. Il convient de mettre en place un environnement mondial juste et favorable pour compléter les efforts nationaux et régionaux déployés en faveur d'un développement industriel inclusif et durable.

96. Les États Membres devraient mettre en place sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies un organe multilatéral chargé de lutter véritablement contre le fléau des flux financiers illicites, qui continue de compromettre les progrès des pays en développement, en particulier en Afrique.

97. L'Afrique du Sud juge préoccupant que certains États Membres se soient récemment détournés du multilatéralisme et les exhorte à reconsidérer leur position. Le repli sur soi peut répondre à des besoins immédiats mais relève d'une vision à court terme qui est contre-productive.

98. **M. Maslov** (Fédération de Russie) dit que tous les pays font face à de nouveaux défis économiques, technologiques, sociaux et écologiques, mais que la montée des tensions géopolitiques est particulièrement importante. L'écart entre pays développés et pays en développement continue de se creuser, les cours des produits de base et les marchés financiers sont très instables et les problèmes sociaux s'aggravent. Les mesures de relance budgétaires ont donné lieu à d'importants déficits publics et l'endettement des entreprises et les dettes financières s'alourdissent. Il est temps de mener un débat approfondi sur la stabilité du système financier mondial.

99. La Fédération de Russie prône une approche responsable des politiques financières internationales, qui tienne compte des intérêts de tous et exclue les tentatives unilatérales de réforme des institutions financières mondiales à des fins strictement nationales. Pour préserver la stabilité économique et politique et améliorer encore les conditions de vie de ses citoyens, le Gouvernement russe met en œuvre des réformes structurelles et institutionnelles. L'économie russe s'adapte aux restrictions extérieures et commence à

croître. La Russie augmente régulièrement sa contribution au développement international et continue de participer activement au forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement.

100. Le bon fonctionnement du système commercial est un autre moteur important de la croissance économique mondiale. L'OMC doit demeurer une assise institutionnelle universelle du commerce mondial, ainsi que l'instance au sein de laquelle débattre des questions commerciales et économiques. L'orateur se dit préoccupé par l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations commerciales multilatérales et par les différentes exigences qui sont formulées, ainsi que par la situation de l'Organe d'appel qui met en doute la viabilité du rôle de l'OMC en matière d'arbitrage. La Russie est disposée à coopérer en vue de trouver des solutions constructives à ces problèmes.

101. La Fédération de Russie ne fera pas obstacle aux relations économiques internationales, qui sont de plus en plus politisées. L'utilisation par certains pays de sanctions, de guerres commerciales, de barrières artificielles et d'autres mesures contraires au bon sens économique est inquiétante. Le dialogue engagé par le Conseil des droits de l'homme sur les effets négatifs pour les droits de l'homme des mesures coercitives unilatérales mérite également notre attention. Le Gouvernement russe ne fera pas abstraction et ne se tiendra pas à l'écart du marché mondial. Il appelle de ses vœux un système commercial ouvert, transparent et inclusif qui tienne compte des intérêts de tous ses participants.

102. La promotion de la croissance économique mondiale au moyen de l'intégration régionale est un objectif que la formation de l'Union économique eurasiatique vise à atteindre. Ses membres, à savoir l'Arménie, le Bélarus, le Kazakhstan, le Kirghizistan et la Fédération de Russie, progressent sur la voie de leur intégration économique, en instaurant les conditions nécessaires à la libre circulation des biens, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre, et en cherchant à établir un marché numérique unique pour développer de nouveaux marchés et secteurs de services ainsi que des innovations.

103. **M^{me} Rodríguez Abascal** (Cuba) dit que, depuis des décennies, les pays en développement aspirent à un ordre international plus juste et non discriminatoire qui favorise la croissance et le développement pour tous et réduise les écarts avec les pays développés. Le contexte international actuel continue de faire obstacle au développement de la majorité des pays du Sud ; des changements structurels s'imposent d'urgence dans les

domaines économique et commercial ainsi que dans le secteur financier international. Il convient de favoriser une plus grande représentation des pays en développement ainsi que davantage d'équité et de transparence au sein des mécanismes de gouvernance économique mondiale. Il ne sera pas possible de mettre en œuvre le Programme 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba sans engagements fermes ni sans une plus grande volonté politique de mobiliser en faveur des pays en développement des ressources supplémentaires et prévisibles qui ne soient soumises à aucune restriction. Peu de pays développés tiennent leurs engagements au titre de l'aide publique au développement.

104. Cuba préconise d'alléger la dette des pays du Sud, en particulier des plus pauvres d'entre eux, notamment par des mesures d'annulation ou de réaménagement. Il faut progresser vers la création d'un mécanisme multilatéral de renégociation de la dette souveraine, qui soit juste, équilibré et axé sur le développement, et mettre en place une nouvelle architecture financière internationale qui garantisse une plus grande stabilité des flux financiers vers les pays en développement et permette de réduire la conditionnalité, la volatilité et la spéculation. Un système commercial multilatéral universel, réglementé, ouvert, transparent, inclusif et non discriminatoire, qui assure à tous les pays en développement un traitement spécial et différencié, doit être instauré. Il faut rejeter les pratiques commerciales unilatérales, discriminatoires et protectionnistes qui font obstacle au développement et nuisent au multilatéralisme.

105. L'oratrice indique que son pays s'élève contre la promulgation et l'application de mesures économiques coercitives unilatérales visant à exercer des pressions politiques et économiques sur les pays en développement, au mépris du droit international et de la Charte des Nations Unies. Voilà près de 60 ans que le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba constitue une source de privations pour le peuple cubain, ainsi que le principal obstacle au développement du pays et, par voie de conséquence, à la mise en œuvre du Programme 2030. Ce blocus porte atteinte au droit des Cubains au développement en les empêchant d'accéder aux technologies de pointe dans des conditions d'égalité et d'entretenir des relations normales avec les institutions financières internationales et avec les autres pays, y compris les États-Unis d'Amérique.

106. **M^{me} Oehri** (Liechtenstein) dit que la Convention des Nations Unies contre la corruption constitue un cadre juridique mondial de lutte contre la corruption, phénomène social, politique et économique complexe

qui sape la confiance dans la démocratie et les institutions publiques, entrave le développement durable, porte atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales et menace la paix et la sécurité mondiales. La pleine mise en œuvre du Programme 2030 passe par l'élimination de la corruption et la promotion de sociétés justes, pacifiques et inclusives fondées sur l'état de droit.

107. Le Liechtenstein a modifié son Code pénal en se fondant sur les recommandations formulées au terme de l'examen de la Convention des Nations Unies contre la corruption, a pris des mesures visant à permettre la coopération internationale entre les services de détection et de répression et a recouvré plus de 230 millions de dollars d'avoirs volés. La restitution d'avoirs en application de la Convention ne doit pas être confondue avec d'autres formes de coopération internationale, en particulier celles, visant à combattre les flux financiers illicites, qui peuvent également aboutir à la restitution du produit du trafic de drogues et d'armes, de la traite ou du trafic d'êtres humains, de l'établissement de fausses factures commerciales et de la manipulation des prix de transfert, ainsi que des avoirs offshore non déclarés.

108. Pour élaborer des mesures permettant au secteur financier mondial de lutter contre les flux financiers illicites liés à l'esclavage moderne et à la traite ou au trafic d'êtres humains, les Ministres des affaires étrangères du Liechtenstein et de l'Australie ont formé en 2018 un partenariat public-privé réunissant des acteurs des banques de détail, des fonds spéculatifs, des organismes de réglementation mondiaux, des investisseurs institutionnels, des survivants, des organismes des Nations Unies et le mouvement antiesclavagiste.

109. Le Liechtenstein est attaché à un système commercial mondial réglementé opérant sous l'égide de l'OMC et a conclu des accords commerciaux préférentiels qui comportent souvent des dispositions sociales et environnementales en faveur du développement durable.

110. La Deuxième Commission est bien placée pour examiner la montée en puissance des systèmes de chaînes de blocs et des crypto-monnaies, réfléchir aux immenses possibilités qu'ils ouvrent pour le développement durable et évaluer les risques et les défis qui en découlent. Le Liechtenstein a adopté des dispositions législatives décisives visant à assurer la sécurité juridique des activités commerciales menées dans le cadre des systèmes de chaînes de blocs et à doter la crypto-économie d'un solide cadre, en réglementant les droits de propriété y afférents, en prévenant les abus et en définissant des règles minimales applicables aux

activités commerciales. La technologie de la chaîne de blocs joue déjà un rôle important dans les opérations quotidiennes de l'ONU, notamment dans ses activités de développement et d'aide humanitaire.

111. **M. Samir** (Iraq) dit qu'il devrait y avoir un véritable partenariat mondial entre pays en développement et pays développés. La communauté internationale doit assumer ses responsabilités et instaurer des conditions propices à la prospérité du commerce multilatéral. Les pays développés ont un rôle important à jouer en fournissant de véritables moyens de financement et de mise en œuvre pour assurer l'égalité des chances et aider à l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale. L'aide au développement contribue pour beaucoup aux projets d'infrastructure dans les pays en développement, en particulier ceux qui pâtissent de la guerre et du terrorisme, comme l'Iraq. Le commerce international facilite la réalisation du développement durable. S'il est judicieusement utilisé, il favorisera la création d'emplois et orientera l'utilisation des ressources existantes, ce qui améliorera le niveau de vie.

112. Malgré sa volonté d'ouverture sur l'économie mondiale et son souhait de s'acquitter des engagements contractés au titre des pactes mondiaux, l'Iraq traverse une période de transition difficile. Les groupes terroristes ont détruit les infrastructures et déplacé des millions de personnes, tandis que les prix du pétrole ont baissé, entraînant un énorme déficit budgétaire et un écart tout aussi important entre les besoins financiers et les ressources disponibles pour la reconstruction. En conséquence, le Gouvernement iraquien a mis en œuvre un ensemble de réformes structurelles effectives qui ont permis d'assurer la stabilité de la monnaie et de créer des institutions stables et influentes, et d'améliorer ainsi les indicateurs microéconomiques. L'aide internationale aux économies peu performantes aiderait celles-ci à devenir productives. Il est important d'annuler la dette extérieure, qui freine l'activité économique.

113. Le Gouvernement iraquien croit en un système commercial multilatéral et négocie actuellement en vue d'adhérer à part entière à l'OMC, ce qui devrait aider le pays à s'intégrer plus rapidement dans l'économie mondiale et à mettre en œuvre des programmes de développement durable.

114. La coopération internationale est nécessaire pour endiguer les flux financiers illicites, qui résultent de la corruption, contribuent au financement du terrorisme et restreignent les services publics. L'Iraq a pris des mesures pour assurer le respect des résolutions du Conseil de sécurité et prévenir le blanchiment d'argent

ainsi que le financement et le soutien du terrorisme, qu'il surveille de près.

115. **M^{me} Mendoza Elguea** (Mexique) dit que les textes issus des conférences internationales sur le financement du développement traitent des piliers fondamentaux du développement durable tout en fournissant des outils permettant de financer la réalisation des objectifs de développement durable et de stimuler le développement. Face au dynamisme de la conjoncture économique internationale, les débats et les résolutions de la Commission doivent être plus ambitieux. Les textes des projets de résolution devraient également être orientés vers l'action et regroupés afin de définir les intérêts des États membres et d'exclure les versions obsolètes.

116. Les États Membres devraient s'éloigner des discours protectionnistes et réaffirmer leur attachement à un système commercial multilatéral fondé sur des règles universelles non discriminatoires qui favorisent une croissance économique durable et équitable pour tous. Le cas du Mexique, qui s'est doté d'un ensemble de traités commerciaux, en est une bonne illustration.

117. Le renforcement de la coopération internationale est essentiel pour appuyer le développement durable, contribuer à éliminer la pauvreté multidimensionnelle et s'attaquer aux principaux obstacles à l'égalité. Pour parvenir à une croissance économique soutenue et équitable et renforcer l'autonomisation, il faut une plus grande inclusion financière, dont devraient bénéficier en particulier les femmes et les filles, mais aussi les migrants, en reconnaissance de leur contribution au développement des pays d'origine, de transit et de destination.

118. Le Mexique reste déterminé à promouvoir une Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud qui traite véritablement de questions de fond et offre une occasion exceptionnelle de réfléchir au rôle de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, en complément de la coopération classique, dans la mise en œuvre du Programme 2030.

119. Le Gouvernement mexicain est déterminé à faire de la réduction des risques de catastrophe une partie intégrante du développement durable. Le renforcement de la résilience face aux aléas naturels peut avoir un effet multiplicateur et pourrait accélérer la réalisation des objectifs de développement durable.

120. Le Mexique appuie la création d'un système de coopération internationale auquel tous les pays participent en fonction de leur potentiel et de leurs avantages compétitifs, ainsi que de leurs besoins.

121. **M. Rzheussky** (Biélarus) dit que le commerce international, qui est un mécanisme d'intervention universel et un moteur de la croissance économique et de l'élimination de la pauvreté, doit aussi être inclusif et ouvert à tous si l'on veut parvenir au développement durable. L'amélioration récente de l'économie mondiale constitue une bonne base à partir de laquelle progresser vers la réalisation des objectifs de développement durable, mais elle doit se généraliser. Le nombre croissant de mesures commerciales unilatérales et la montée des tensions géopolitiques font surgir de nouveaux défis. Il est donc particulièrement important de renforcer le multilatéralisme. Il faut constituer un partenariat mondial pour atteindre les objectifs.

122. L'analyse du commerce et du développement réalisée par la CNUCED et l'échange des enseignements tirés de l'expérience que celle-ci permet d'effectuer sont plus importants que jamais. Le Biélarus appuie sans réserve le document final de la quatorzième session de la CNUCED. Dans ce document connu sous le nom de Maaikiano de Nairobi, une plus grande attention est accordée aux pays à revenu intermédiaire, qui représentent la majeure partie de la population mondiale, un tiers du PIB mondial et un quart des exportations et importations. Il est temps que l'ONU reconnaisse leur importance. La prochaine réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur ces pays pourrait ainsi faire considérablement progresser la prise en compte de leurs intérêts. Cette reconnaissance aiderait également l'Organisation à élaborer une stratégie à long terme en faveur des pays à revenu intermédiaire, car le Programme 2030 ne pourra être réalisé sans eux.

123. Attachant une grande importance à l'Union économique eurasiatique pour l'intégration économique régionale, le Gouvernement biélorussien établit des relations commerciales stables dans la région tout en élargissant ses échanges avec d'autres partenaires. Le Biélarus est également activement engagé dans les négociations d'adhésion à l'OMC et estime qu'il faut adopter des mécanismes efficaces pour mettre fin aux mesures coercitives économiques unilatérales qui nuisent au système commercial multilatéral. Seul un système commercial inclusif fondé sur l'égalité, le respect mutuel et la transparence peut contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

124. **M^{me} Lora-Santos** (Philippines) dit qu'il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur le commerce international et le développement ([A/73/208](#)) que l'intégrité du système commercial multilatéral, ainsi que les perspectives d'une croissance soutenue du commerce mondial et la réalisation d'un programme de développement global sont menacées. Face à la montée du protectionnisme dans plusieurs pays, les Philippines

appuient le système commercial multilatéral et le rôle central de l'OMC en tant que pierre angulaire d'échanges commerciaux et d'investissements ouverts, prévisibles, fondés sur des règles et transparents. Le commerce est important pour le développement économique et les pays doivent maintenir l'ouverture de leurs marchés, en particulier pour les économies en développement, en évitant les mesures protectionnistes contraires aux règles de l'OMC.

125. L'importance que revêtent ces considérations dans le Programme d'action d'Addis-Abeba est mentionnée dans le rapport du Secrétaire général sur la soutenabilité de la dette extérieure et le développement ([A/73/108](#)). Au niveau mondial, il faut réduire les sources de vulnérabilité financière internationales et différencier en permanence les risques financiers des pays et des régions. Les efforts déployés au niveau des pays pour renforcer la coopération internationale ont permis de réduire les prêts présentant des risques, d'améliorer la capitalisation des banques et d'atténuer la surévaluation des actifs, mais, du fait de l'apparition de nouveaux risques et d'autres sources de vulnérabilité, une surveillance continue s'impose car les pays sont plus étroitement liés les uns aux autres sur le plan financier.

126. Les Philippines assurent le financement des objectifs de développement durable en intégrant le Programme 2030 dans le Plan de développement des Philippines pour 2017-2022, qui a servi de référence lors de l'allocation des crédits budgétaires. Il faut adopter une stratégie de financement global à long terme pour maximiser l'utilisation des ressources aux fins de la réalisation des objectifs. Le Gouvernement philippin entreprend actuellement une réforme fiscale globale dans le cadre de laquelle une partie de l'augmentation des recettes sera affectée à la santé publique et à l'éducation. L'économie des Philippines est en expansion et demeure l'une des plus dynamiques de la région.

127. Les Philippines redoublent d'efforts pour combattre les flux financiers illicites et appelle à un débat plus approfondi et à une plus grande coopération internationale à cet égard. Les pays en développement doivent participer davantage aux décisions économiques internationales. Pour que l'on puisse relever les défis actuels, il faut que l'élaboration des politiques économiques mondiales et la gouvernance du commerce mondial soient plus en phase avec le Programme 2030.

La séance est levée à 13 heures.